

A l'appel de l'AG des collèges et lycées du Bas-Rhin  
et de l'intersyndicale SNES-FSU, SNFOLC, SUD, CGT :

# Journée de grève jeudi 27/05

***Rassemblement à 10h devant le Rectorat (rue de la Toussaint)***

**Face à l'état d'urgence sanitaire, proclamons l'état d'urgence scolaire**

Depuis le 17 octobre dernier, répondant à l'épidémie de Covid par la restriction des libertés publiques, le gouvernement a placé notre pays sous régime d'état d'urgence sanitaire. Mais alors qu'il y a péril pour notre système éducatif, rien n'est fait pour répondre à l'urgence et aux besoins, sinon réduire toujours plus les moyens. Cette situation ne peut plus durer : il est temps de proclamer l'état d'urgence scolaire.

**Toutes et tous, enseignants et personnels de l'Education nationale, nous faisons le constat d'une pénurie de moyens dramatique pour le service public d'éducation.** Toutes et tous, nous voyons baisser année après année les dotations qui permettent à nos établissements de fonctionner. Et une nouvelle fois, c'est une baisse drastique des moyens alloués qui s'annonce pour la prochaine rentrée. Ces coupes sont particulièrement importantes dans les collèges REP/REP+ et dans les lycées, qui perdent de nombreuses heures et postes. Dans l'académie de Strasbourg, ce ne sont pas moins de 43 postes qui seront supprimés et partiellement transformés en HSA contraintes à la rentrée 2021, avec à la clé une dégradation inacceptable des conditions de travail des personnels et des élèves. **Les AED ne sont pas en reste et se mobilisent déjà face à la précarité organisée de leur statut.** La crise sanitaire a accentué la détérioration de leurs conditions de travail, avec la multiplication des tâches induites par la mise en place des protocoles sanitaires et l'exposition particulière aux risques de contamination.

**Au bout d'une année et après deux confinements, on aurait pu espérer que notre ministère ait pu anticiper l'éventualité d'une aggravation de la crise sanitaire, mais non !** Protocoles sanitaires inconséquents, acharnement à supprimer des postes, rémunérations gelées, stratégie vaccinale inexistante : voilà toute la considération de ce gouvernement pour l'Éducation nationale et ses personnels.

**Et alors que l'absence de cadrage national clair, en particulier dans l'application des demi-jauges en lycée, a encore creusé les inégalités entre élèves, le ministre s'arc-boute sur le grand oral, invente la note hybride pour l'épreuve de philosophie au mépris du travail des correcteurs et oublie au passage le collège et le DNB.**

Proclamons l'état d'urgence scolaire, rendons-nous audibles. Exigeons un moratoire immédiat sur les suppressions de postes. Demandons les moyens indispensables à la réussite de nos élèves en toute « confiance ». Revendiquons une réelle considération des personnels de l'Education nationale, aussi bien en termes d'accès à la vaccination, de protection dans l'exercice de nos fonctions et de rémunérations.

Pour obtenir gain de cause, mobilisons-nous massivement jeudi 27 mai !